

Les fascicules des **BIC**

LE NÉOLIBÉRALISME ET SES AGENTS

(ACTEURS ET INSTRUMENTS)



BRIGADES D'INFORMATION CITOYENNE

LE NÉOLIBÉRALISME ET SES AGENTS

Les acteurs du néolibéralisme et ceux qui leur résistent

La naissance du néolibéralisme

Le néolibéralisme est apparu en réaction aux théories de John Maynard Keynes après la Seconde Guerre mondiale. Keynes était un libéral qui ne remettait pas en question l'économie de marché. Par contre, il croyait que l'État devait intervenir dans l'économie pour stimuler l'investissement et assurer la redistribution de la richesse, par le biais des impôts. Ce qu'il est convenu d'appeler le compromis keynésien a eu pour effet l'intervention de l'État dans l'économie et la mise en place d'un filet de sécurité sociale. C'est ce que combattent les néolibéraux pour qui l'État doit jouer un rôle minimal. Selon Jean-Claude St-Onge, la création de la Société du Mont Pèlerin en 1947 marque la naissance du néolibéralisme.

Des valeurs portées par des acteurs

Les trois principales valeurs sur lesquelles repose le néolibéralisme sont la « liberté » (peu importe laquelle : celle des plus forts), la propriété et le marché. **Pour les néolibéraux, la justice se résume à la possession.** Les néolibéraux considèrent que l'État interventionniste limite la liberté et qu'il enfreint le droit de propriété. **La fonction de l'État consiste donc à protéger la propriété.** Il faut donc revenir à un rôle minimal de l'État axé sur les trois fonctions que sont la sécurité, la protection de la propriété et un rôle de facilitateur pour le marché : faciliter le commerce et assurer l'éducation de la main-d'œuvre. **Les ultralibéraux vont même jusqu'à proposer l'abolition pure et simple de l'État.**

Pour que l'utopie néolibérale se réalise, différentes catégories d'acteurs sont à l'œuvre. Ils disposent d'armes redoutables : le soutien financier de la grande entreprise et la presse, « désormais entre les mains des multinationales », selon Serge Halimi, journaliste au Monde diplomatique. Sans vouloir être exhaustifs, nous pouvons identifier quatre catégories d'acteurs du néolibéralisme :

- A. **les porteurs et défenseurs de l'idéologie** : la Société du Mont Pèlerin ; la Commission Trilatérale, les boîtes à idées ou *think tanks* ;
- B. **les acteurs économiques** : les firmes transnationales ; les associations de gens d'affaires (Chambre de commerce internationale (CCI) ; Forum des gens d'affaires des Amériques (ABF) ; Coalition des industries de services (CSI)), les grands médias de communication ;
- C. **les gouvernements** : Groupe des Huit (G-8) ; l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ;
- D. **les institutions économiques internationales** : Fonds monétaire international (FMI), Banque Mondiale (BM), Organisation mondiale du commerce (OMC).

En contrepartie, une foule de groupes partout dans le monde résistent de plus en plus à l'imposition de cette idéologie néolibérale qui se traduit dans les politiques économiques des gouvernements et surtout, pourrait-on dire, dans les instruments de la mondialisation que représentent les accords de libre-échange. C'est comme si les gouvernements abdiquaient leur pouvoir politique et renonçaient à la recherche du bien commun. À travers les mouvements de résistance, c'est le pouvoir politique que tentent de reprendre les citoyens.

Les principaux acteurs du néolibéralisme

A. Les porteurs et défenseurs de l'idéologie néolibérale

La société du Mont Pèlerin : a été fondée en 1947 par l'économiste autrichien Friedrich August von Hayek et 35 autres personnalités. Il s'agit d'une « association internationale d'économistes libéraux » qui se définit comme un mouvement idéologique. Elle cherche à réinterpréter en des termes plus contemporains, les principes de la théorie économique classique. La Société considère notamment dangereuse l'expansion du gouvernement, l'État-providence, le pouvoir des syndicats et les monopoles d'affaires. La première rencontre de la Société du Mont Pèlerin s'est tenue à Mont Pèlerin, en Suisse, d'où elle tire son nom. Ce club très fermé compte environ 500 membres, dont Margaret Thatcher,

et se réunit une semaine par année, chaque fois dans une ville différente. Certains de ses membres ont étudié ou enseigné à l'Université de Chicago, considérée comme la « place forte du néolibéralisme ». En août 2004, le groupe se rencontrait à Salt Lake City (États-Unis).

La Commission Trilatérale a été fondée en 1973 par David Rockefeller, dirigeant de la Chase Manhattan Bank pendant 35 ans (1946-1981). La création de cette Commission marque « le point de départ de la guerre idéologique moderne », selon Olivier Boiral, journaliste au Monde diplomatique. Il s'agit **d'une organisation opaque, regroupant environ 350 membres issus de l'élite politique et économique internationale, où se côtoient à huis clos « des dirigeants de multinationales, des banquiers, des hommes politiques, des experts de la politique internationale, ou encore des universitaires » et des dirigeants des médias.** Par exemple, ces dernières années, au nombre des participants figuraient les noms de William (Bill) Clinton, George H. Bush, Henry Kissinger, Madeleine Albright, Colin Powell, Donald Rumsfeld, Richard Cheney, Alan Greenspan, Bill Gates et les dirigeants des multinationales Exxon-Mobil, General Electric, Daimler-Chrysler, Levi Strauss, Kodak, Xerox, Alcan, Power Corporation ou CNN. La Trilatérale représente un des principaux instruments de concertation et d'orientation de la politique internationale des pays de la triade (États-Unis, Europe, Japon). **Sa discrétion « facilite la collusion entre responsables politiques et grandes entreprises.** » Les sujets débattus lors des rencontres annuelles sont variés : réforme des institutions internationales, mondialisation des marchés, environnement, finance internationale, libéralisation des économies, régionalisation des échanges, rapports Est-Ouest, endettement des pays pauvres, notamment.

Les boîtes à idées « think tanks » sont des organismes à but non lucratif qui disposent d'un statut d'organismes de charité et qui prétendent être indépendants, non-partisans et sans but lucratif. Il existe un grand nombre de think tanks à travers le monde. **Il en existerait près de 140 répartis dans 49 pays.** Citons quelques noms :

- Adam Smith Institute (Royaume-Uni) ;
- Atlantic Institute for Market Studies (Nouveau-Brunswick) ;
- Cato Institute (Washington, D. C.) ;
- Forum économique de Davos (Suisse) ;
- Fraser Institute (Vancouver) ;
- The Heritage Foundation ;

- Institute of Economic Affairs ;
- Montreal Economic Institute (Institut Économique de Montréal – IEDM) (Québec) ;
- The University of Toronto G-8 Information Center ;
- Timbro (Suède).

Le Forum économique mondial – World Economic Forum (WEF) a été fondé en 1971, par son président le Suisse, Klaus Schwab, ingénieur, économiste et professeur de commerce. Il s'agit d'une organisation internationale indépendante, incorporée en Suisse comme une fondation sans but lucratif et comme une organisation non gouvernementale (ONG) ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. Le Forum économique vise à inclure dans le premier partenariat global les dirigeants des milieux d'affaires, les dirigeants politiques, les intellectuels ainsi que tous ceux de la société qui travaillent à améliorer le monde ! Le Forum estime que les gouvernements, les milieux d'affaires, la société civile ne pourront faire face seuls aux grands défis de notre monde. Le Forum économique mondial **compte parmi ses membres les 1 000 compagnies les plus importantes au monde (critère de revenu exigé : plus d'un milliard de dollars en 2002)** auxquelles il faut ajouter 200 compagnies plus petites dont plusieurs viennent des pays en voie de développement.

Le Forum économique mondial est surtout connu pour **sa rencontre annuelle à Davos en Suisse**, le rendez-vous de l'élite politique, économique et médiatique internationale. Cette élite qui se prétend « mondiale » est essentiellement composée d'hommes, blancs, riches et pour la plupart des pays du Nord. En 2003, le Forum a d'ailleurs réuni 2 150 invités, 29 chefs d'État et de gouvernement, 81 ministres, 1 000 chefs d'entreprises. Le tarif d'inscription était fixé à 6 250 dollars pour un participant régulier, en plus des frais d'adhésion de base de 12 500 dollars. Pour avoir un mot à dire sur la construction de l'ordre du jour, la contribution annuelle est fixée à 78 000 dollars (Annual Meeting Partner) et 250 000 dollars (Institutional / Knowledge Partner). Certains médias sélectionnés peuvent couvrir l'événement. Toutefois, ils sont exclus des multiples ateliers informels et des rencontres privées au cours desquelles les dirigeants d'institutions financières internationales et les dirigeants d'entreprise « suggèrent fortement » aux dirigeants politiques, les types de politiques qu'ils devraient adopter.

- **L'Institut Fraser** de Vancouver figure parmi les trois plus influents au monde. Léo-Paul Lauzon, professeur à l'UQAM¹, le définit ainsi : « un organisme d'extrême droite financé par le patronat qui, depuis toujours, cultive la haine de notre solidarité et de notre coopération en s'attaquant continuellement à nos instruments collectifs (santé, éducation, sociétés d'État), à nos outils de redistribution de la richesse (taxation, sécurité du revenu, etc.) et à l'État lui-même, qui est vu comme le pire fléau sur Terre » L'Institut Fraser a été fondé en 1974 par Freidrich von Hayek (le même Hayek qui fonda la Société du Mont Pèlerin en 1947), économiste monétariste, opposé passionné du socialisme, qui prône le libre marché, la liberté individuelle et la responsabilité personnelle. Grand rival de John Maynard Keynes, les deux hommes se disputèrent au sujet du rôle de l'État dans l'économie et sur le type d'impact de la théorie économique sur les politiques publiques. La liste des membres du Fraser est strictement privée. L'Institut intervient sur des sujets comme la fiscalité, la défense et la politique étrangère, la performance des écoles, la santé, la politique pharmaceutique, la mondialisation/globalisation, la politique éducative. Il produit également de nombreuses études statistiques.
- **L'Atlantic Institute for Market Studies – AIMS** a été créée en 1995 par Brian Lee Crowley, son président et directeur. Crowley a été membre de la table éditoriale du *Globe and Mail* de Toronto pendant deux ans. Parmi les membres du Conseil consultatif sur la recherche de l'AIMS se trouve Robert A. Mundell, ex-conseiller au FMI, à la Banque Mondiale, à la Réserve fédérale américaine et au Trésor américain. L'AIMS a des idées bien arrêtées dans le domaine de la santé : il prône l'introduction de la compétition ; il soutient que le gouvernement est en conflit d'intérêts parce qu'il agit à la fois comme assureur, fournisseur de services, évaluateur ; il favorise plus de responsabilités aux Canadiens qui devraient payer davantage ; il pense que plusieurs des questions soulevées par Roy Romanow sont idéologiques ; il dit qu'il faut introduire la compétition dans le système de santé.

¹ Léo-Paul Lauzon, *Contes et comptes du prof Lauzon II. Comment décoder le discours des affairistes et de leurs porte-queue sans se fatiguer*, Lanctôt éditeur, Montréal, 2004, 432 pages

- **L’Institut économique de Montréal** – IEDM a été créé en 1999. Cet organisme, un sous-produit québécois du Fraser Institute, se présente, sans rire, comme un institut de recherche et d’éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Il a un statut d’organisme de charité ! Voyons ce qu’en dit Le Devoir (voir la note en bas de page). Selon l’IEDM « le fardeau fiscal, surtout celui des riches est toujours trop élevé « parce que » les riches, [...] nos meilleures têtes, [...] ces travailleurs qui créent le plus de richesse, il faut les laisser tranquilles si on souhaite profiter des bienfaits qu’ils engendrent, [...] Le capitalisme explique à lui seul l’augmentation du niveau de vie et la logique d’affaires et du profit est préférable, en toutes choses, à la logique politique qui n’engendre que du gaspillage. » Hélène Desmarais, épouse de Paul Desmarais jr de l’empire Power Corporation, et entre autres, présidente du conseil et chef de la direction du Centre d’entreprises et d’innovation de Montréal, en est une des administratrices. Jean-Luc Migué, économiste néo-libéral, professeur à l’ÉNAP, membre du C.D. Howe, chargé de recherche principal (senior fellow) de l’Institut Fraser, auteur pour l’AIMS, membre de la Société du Mont Pèlerin, est président du Conseil scientifique de l’IEDM. Ses prises de position récentes sont à l’effet qu’il faut faire des soins de santé des marchandises et qu’il faut défaire les monopoles syndicaux. Quant à son directeur, Michel Kelly-Gagnon, dont le Devoir² dit qu’il a du front tout le tour de la tête, il est l’idéologue en chef de l’IEDM et, avocat de formation, il incarne la droite néolibérale dans toute sa superbe. Il dispose d’une chronique régulière dans le journal *Les Affaires, Montréal Inc., Montréal Business Magazine* (un supplément gratuit du *Globe and Mail*, région de Québec). L’IEDM prône le droit de choisir, la privatisation en santé et les partenariats public/privé dans les hôpitaux publics (gestion, financement, construction, location, exploitation, impartition de services de soutien cliniques ou non cliniques).

Les revenus des *think tanks* proviennent des dons de leurs membres individuels et corporatifs. Ces contributions sont déductibles d’impôt à titre de dons de charité, au Canada du moins. Voici une idée des moyens financiers et des ressources humaines dont disposent certains *think tanks* pour mener leurs activités.

² Sous la plume de Louis Cormellier, *Le Devoir*, 3-4 juillet 2004

Tableau 1

Quelques think tanks !

ORGANISATIONS ET ANNÉE DE FONDATION	CHIFFRES D'AFFAIRES 2003	RESSOURCES HUMAINES
Forum économique de Davos (1971)	104 000 000 \$ dont 38 000 000 \$ en cotisations (2001)	159 personnes en 2004
Fraser Institute (1974)	6 490 000 \$	Plus de 300 personnes en 2001
Atlas Economic Research Foundation (1981)	4 005 789 \$ US	
AIMS (1995)	761 000 \$	
IEDM (1999)	825 000 \$	

La liste des membres, **les patrons** des *think tanks* de la plupart des organisations, est confidentielle. C'est le cas de l'Institut Fraser et de l'IEDM. Néanmoins, l'Institut Fraser affirme avoir plus de 2 500 membres individuels, corporatifs et fondations caritatives canadiennes et américaines en 2002. Seule l'AIMS publie sa liste de généreux donateurs parmi lesquels figurent des compagnies d'assurance, des banques, des multinationales pharmaceutiques, des multinationales de l'alimentation, des multinationales du pétrole. À titre d'exemple, mentionnons : Bank of Montreal, The Toronto-Dominion Bank, BCE Inc., The Bank of Nova Scotia, Canadian National, Southam Inc., Canadian Pacific, Canadian Petroleum Products Institute, CIBC, Clarica Life Insurance Company, Grant Thornton, Great West Life Assurance Comp., Imperial Tobacco Canada Limited, Imperial Oil Limited, Irving Oil Limited, Kimberly-Clark Nova Scotia Inc., Maple Leaf Foods, Maritime Life, Maritime Paper Products, McCain Foods Limited, McCain Foundation, Merck Frosst, MT&T, National Bank Financial, Petro-Canada, Pfizer Canada Inc., Sobeys Foundation. **Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es et au service de qui tu penses et travailles !**

B. Les acteurs économiques

Les firmes multinationales / les firmes transnationales (FMN / FTN) La *documentation française* définit la FMN comme « une firme possédant ou contrôlant des entreprises implantées dans plusieurs pays et en mesure d'élaborer une stratégie qui s'appuie sur les différences socio-économiques de ces pays. » La multinationalisation des firmes se fait de plusieurs manières qu'il s'agisse de l'exportation des produits, de la délégation de la distribution des produits, de partenariats (contrôle minoritaire ou joint-venture) ou d'établissement de filiales. Toutefois, depuis une vingtaine d'années, se développent des « réseaux d'alliances » à travers une interdépendance et une intégration de la production. Il existerait trois sortes de réseaux :

- hiérarchisés, impliquant une relation de domination ;
- intra-firmes, avec des relations verticales ou horizontales ;
- externes, bâtis par des réseaux de sous-traitance et de partenariat avec ou sans leader.

L'importance des technologies devient centrale : elle permet d'augmenter « la coordination intra et inter firme par la réduction des coûts de communication et l'accessibilité aux informations du marché ou du réseau ; elle permet d'améliorer la production et d'influencer le cycle d'un produit. »

La littérature classe les activités des firmes multinationales en huit catégories, chacune pouvant « être localisée dans des pays où elles atteindront un maximum de rentabilité. Par la suite, chacune des transactions entre les différentes unités deviennent des transactions intra-firmes et donc qui échappent aux lois du marché. » **Les multinationales sont caractérisées par « leur désir de toujours devenir plus grandes et plus diversifiées. »** (multifonctionnelle et multiproduits). Il va sans dire que les décisions prises par les multinationales le sont en fonction de leurs intérêts. Les délocalisations d'entreprises faites sans égard aux travailleurs ou aux populations locales sont éloquentes à cet égard.

Au début des années 1990, on recensait dans l'économie mondiale 37 000 firmes transnationales avec leurs 170 000 filiales. Toutefois, le véritable pouvoir reposait dans les mains des « deux cents premières » : des conglomérats dans les secteurs autant primaire, secondaire que tertiaire. Elles sont concentrées dans dix pays (Japon, États-Unis, Allemagne, France, Canada, Royaume-Uni, Suisse, Corée du Sud, Italie et Pays-Bas).

Tableau 2

Classement des firmes multinationales selon leurs chiffres d'affaires – 2003 et secteur d'activité*

Firmes transnationales	Secteur d'activité	Chiffres d'affaires en Milliards de \$ US
Royal Dutch / Shell Group	Pétrole et gaz	179,4
BP	Pétrole et gaz	178,7
DaimlerChrysler	Automobile	140,8
Toyota Motor	Automobile	131,6
Mitsubishi	Commerce et distribution	109,3
Mitsui & Co	Commerce et distribution	108,5
Allianz Worldwide	Assurance	101,5
Total SA	Pétrole et gaz	96,5
Nippon Tel & Tel	Télécommunications	89,6
Ing Group	Finance diversifié	87,8
Itochu	Commerce et distribution	85,8
Volkswagen Group	Automobile	84,7
Siemens Group	Multi-industriel	77,0
Sumitomo	Commerce et distribution	75,7
Marubeni	Commerce et distribution	72,1
Hitachi	Équipement électronique	67,2
Honda Motor	Automobile	65,4
Carrefour Group	Produits pharmaceutiques et alimentation au détail	64,7
AXA Group	Assurance	61,8
Sony	Appareils ménagers durables	61,3
Matsushita Electric Indi	Appareils ménagers durables	60,7
Ahold	Produits pharmaceutiques et alimentation au détail	59,2
Nestle	Produits alimentaires	57,2
Nissan	Automobile	56,0

*Source : Forbes International 500, Revenues, année 2003,

Associations des gens d'affaires :

- **La Chambre de commerce internationale** – International Chamber of Commerce (CCI), fondée en 1919, porte-parole mondial des entreprises, « défend la mondialisation de l'économie ». Ses milliers de membres proviennent de plus de 130 pays. Le rôle traditionnel de la CCI « est de servir la cause des entreprises auprès des gouvernements et des organisations intergouvernementales. » La CCI, « grâce à ses comités nationaux, a accès aux gouvernements du monde entier. » Dans le but de promouvoir la croissance et la prospérité, la CCI soutient les efforts des gouvernements dans les négociations à l'OMC. De plus, elle adresse directement ses recommandations à l'OMC. À chaque année, la CCI « expose en personne les vues des entreprises aux dirigeants du pays hôte du sommet du G-8 ». En outre, la CCI est le principal interlocuteur économique de l'ONU et de ses agences.
- **Forum des gens d'affaires des Amériques** – American Business Forum (ABF), suit de près les négociations depuis sa première rencontre en 1995. Ses commentaires font officiellement partie intégrante du processus de la ZLEA. Ses recommandations sont directement présentées aux ministres du commerce ;
- **Coalition des industries de services** – Coalition for Services Industries (CSI) a été créée en 1982 pour veiller à ce que le commerce américain dans le domaine des services, auparavant exclu des négociations, devienne un objectif central des initiatives de libéralisation. La Coalition des industries de services est active dans les négociations sur les services aussi bien dans le cadre de l'OMC que de la ZLEA. La CSI soumet ses recommandations à l'ABF ;
- **Les grands médias de communication** _ Véritables courroies de transmission de l'idéologie néolibérale, les grands médias, propriétés des mêmes empires financiers ou industriels, veillent en effet à « instruire » le peuple dans le sens désiré par ceux-là mêmes qui en tirent profit.

Le néolibéralisme ne pouvant survivre qu'en poussant la population de la planète à consommer sans cesse, on ne se surprendra pas d'y trouver plus d'information sur le sujet que sur toute autre proposition mettant en valeur une autre façon de vivre. On y trouve plus de quoi dépenser que de quoi penser.

C. Les gouvernements

Le Groupe des Huit – (G-8) a été formé en 1975 par les leaders de six démocraties industrialisées : la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, les États-Unis et le Royaume-Uni. S'y sont joints le Canada (1976) et la Russie (1998). L'Union européenne (1977) assiste aux discussions à titre d'observateur officiel. Les discussions au G-8 se font d'une manière informelle et les décisions se prennent de la même manière, sous la forme de *gentlemen agreement*. Des rencontres de suivi se tiennent d'ailleurs chaque année afin de s'assurer que les pays respectent les engagements pris. Ces dernières années, les leaders se sont entendus sur des sujets comme le terrorisme, les armes de destruction massive, le SIDA, la famine et la corruption. En 1995, le G-7 décidait de s'engager à poursuivre une politique de réduction du déficit budgétaire. C'est dans ce contexte que le Canada a poursuivi sa politique de déficit zéro. Cette année, le G-8 s'est réuni à Sea Island en Georgie (États-Unis) du 8 au 10 juin 2004. On remarquera qu'à chaque année, les leaders du G-8 se réunissent dans des lieux de plus en plus inaccessibles. Signe des temps.

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) est une organisation intergouvernementale financée par ses membres selon le poids de leur économie respective. Les États-Unis fournissent actuellement 25 % de son budget de 188 millions d'euros. Donald J. Johnston, ancien ministre canadien, occupe le poste de secrétaire général de l'OCDE depuis 1996. Le secrétariat de l'OCDE compte 2 300 fonctionnaires internationaux. Cette organisation, qui regroupe actuellement les 30 pays les plus riches de la planète et entretient des relations avec 70 pays en développement, a remplacé en 1961, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) créée après la Seconde Guerre mondiale pour mettre en œuvre le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe. À partir de ce moment, elle devient une organisation à vocation transatlantique, puis mondiale. L'OCDE n'accepte dans ses rangs que des pays qui pratiquent l'économie de marché et qui sont gouvernés par une démocratie. Dirigée par un Conseil, composé de représentants des pays membres, on y prend les décisions par consensus.

L'OCDE a « pour mission de renforcer l'économie de ses pays membres pour la rendre plus efficace, de promouvoir l'économie de marché, de développer le libre-échange et de contribuer à la croissance du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire », c'est-à-dire que tous les pays doivent recevoir le même traitement. L'OCDE n'accorde pas de financement, contrairement au FMI et à la Banque Mondiale, mais elle entretient des relations avec ces organisations, comme avec bien d'autres.

Les consultations de la société civile s'opèrent avec le secteur des entreprises par le BIAC (Comité consultatif économique et industriel) et **avec le monde du travail par le TUAC (Commission syndicale consultative)**. « L'OCDE accorde une grande priorité à ses relations avec la branche législative et parlementaire des gouvernements. »

L'OCDE s'intéresse à une variété de domaines parmi lesquels il faut compter l'économie et les échanges, les politiques sociales (santé, éducation, retraite, chômage, travail, vieillissement démographique), l'environnement, la gouvernance des secteurs public et privé. Au sein de l'OCDE, les pays « s'emploient à coordonner des politiques intérieures et internationales. »

L'OCDE alimente les préparatifs pour les négociations de libéralisation des échanges de l'OMC de différentes manières. Par exemple, c'est à l'OCDE qu'est attribuable l'évaluation du coût des subventions agricoles, au cœur des débats dans les négociations de l'OMC sur l'agriculture. C'est encore à l'OCDE qu'avait été négocié en secret de 1995 à 1998, sur le modèle de l'ALÉNA, l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), cette charte des droits des investisseurs et dont la signature a avorté à la suite du retrait du gouvernement français et des vigoureuses protestations populaires, particulièrement, à Montréal, celles du groupe SALAMI.

D. Les institutions économiques internationales

- Trois institutions gouvernent l'économie mondiale :
- le Fonds monétaire international ;
 - la Banque Mondiale ;
 - l'Organisation mondiale du commerce.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale (BM) sont issus des accords de Bretton Woods en 1944 en vue de financer la reconstruction de l'Europe dévastée par la Seconde Guerre mondiale. La troisième institution, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) connue d'abord sous le nom d'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), est née en 1995. L'orientation keynésienne, qui prévalait au moment de la création du FMI et de la BM, mettait en lumière les imperfections du marché et prônait le rôle de l'État pour les compenser. Cette orientation a été contestée à partir des années 1980 par les idéologues néolibéraux. L'État a commencé à être vu comme le problème, la solution étant le libre marché. Ces trois institutions sont dominées par les pays industriels les plus riches et par des intérêts commerciaux et financiers puissants.

- **Le Fonds monétaire international (FMI)** a pour « mission d'assurer la stabilité économique du monde » en prêtant des fonds aux pays qui traversent des difficultés financières et économiques. Dans plusieurs cas, il impose, comme conditions à ses prêts, des réformes économiques et politiques appelées **ajustements structurels** qui ont pour effet d'accroître les inégalités sociales. Il s'agit d'une institution *publique*, financée par les contribuables du monde entier, par le biais de leur gouvernement. Il soumet ses rapports aux ministères des Finances et aux banques centrales des États. Les États-Unis y ont un droit de veto effectif. Le FMI s'intéresse aux questions macroéconomiques.

- **La Banque Mondiale (BM)** a pour mission le développement économique et s'occupe des problèmes structurels (ex. : chômage, inflation). Dans les années 1980, la BM a délaissé le financement par projets et apporte un soutien financier général aux pays en leur prêtant de l'argent moyennant des transformations économiques fondamentales (ex. : dévaluation de la monnaie, désindexation des salaires, austérité budgétaire, libéralisation du commerce, privatisation des entreprises d'État, privatisation des terres). Elle s'assure ensuite de la révision des politiques sociales et économiques.

- **L'Organisation mondiale du commerce (OMC)** est une organisation qui regroupe 147 pays membres et dont l'objectif principal est d'étendre le libre-échange au plus grand nombre de pays et de secteurs possible. Elle se veut la plus puissante organisation du monde : elle est la seule organisation internationale qui a la capacité de faire des règles, de les appliquer et de sanctionner les pays qui ne les respectent pas. Elle est indépendante de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui n'a pas une telle autorité.

Elle donne une position privilégiée aux ministres du commerce extérieur, très souvent en lien étroit avec les patrons. Réunie tous les deux ans, les décisions sont prises par consensus. L'OMC a un tribunal qui fonctionne de façon parfaitement occulte. Nul ne peut y assister, en suivre les résultats dans les médias et observer le déroulement de la justice !

L'OMC a notamment pour fonctions de : gérer et voir à l'application des accords de commerce (14 accords obligatoires et 4 accords facultatifs) ; régler les différends commerciaux ; s'occuper des négociations commerciales et examiner les politiques commerciales de ses membres. Le secrétariat de l'OMC, situé à Genève, en Suisse, est composé de 560 fonctionnaires et dispose d'un énorme budget. Les

cotisations proviennent des pays membres en fonction de leur poids dans le commerce mondial et de leur produit intérieur brut (PIB).

Ces groupes qui résistent au néolibéralisme

A. ... normalement, les gouvernements

Dans une démocratie, les gouvernements devraient normalement et prioritairement travailler à la sauvegarde et au développement du bien commun. Ce qui va à l'encontre du néolibéralisme, car celui-ci met tout en œuvre pour que règne le chacun pour soi, si possible en l'absence de toute intervention de l'État.

Mais, hélas, dans la réalité du règne néolibéral, les gouvernements se sont mis à la remorque et au service des investisseurs et des financiers. Ces derniers donnent leurs ordres et les gouvernements s'y plient. La propagande néolibérale a été telle que plusieurs gouvernements qui se voulaient de gauche ont même vu qu'il n'y avait pas d'autre issue que de se soumettre au nouvel évangile du « tout au marché ».

Normalement, facteurs de résistance au néolibéralisme, les gouvernements sont donc passés comme on l'a vu plus haut, du côté des acteurs et instruments de la domination néolibérale. Heureusement, certaines exceptions commencent à apparaître. Forts du soutien des progressistes organisés, des gouvernements commencent à désertir le terrain consensuel des néolibéraux. Pensons au gouvernement de Lula au Brésil ou à celui de Hugo Chavez au Venezuela. Ceux-ci remettent en question les accords soi-disant de libre-échange et proposent déjà des alternatives. Des indices nous permettent de croire que d'autres suivront leur exemple, non seulement en Amérique latine mais aussi en Asie. L'idée d'une autre organisation mondiale du commerce fait son chemin parmi certains pays et pas les moindres : le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, les trois pays à l'origine de la création de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté.

B. La société civile

On utilise cette expression pour désigner l'ensemble des forces vives de la nation, mouvements et associations à but non lucratif, indépendants de l'État, dont le but est de transformer, par des efforts concertés, les politiques, les normes ou les structures sociales, à l'échelon national ou international.

Dans le contrat d'une lutte contre le néolibéralisme, l'expression « la société civile » exclut donc, à nos yeux, les partisans du libéralisme économique dans la mesure où ceux-ci font abstraction du bien commun dans leurs préoccupations.

Aux États-Unis, certains vont même jusqu'à inclure le marché dans la société civile ! Ils procèdent évidemment par groupes interposés comme par

exemple, au moyen des associations patronales. Répondons brièvement que celles-ci n'ont pas besoin d'une tribune supplémentaire pour faire valoir leurs intérêts, elles ont leur accès direct aux gouvernements et aux grands médias, ce qui est loin d'être le cas pour la vraie société civile.

La mission de la société civile est de faire pression sur les élus pour que ceux-ci redonnent à la politique son sens démocratique, c'est-à-dire qu'elle redevienne un lieu de débat public et de prise de décision en fonction de la majorité.

La société civile existe à tous les paliers où les citoyennes et citoyens doivent exercer des pressions, tant au niveau mondial ou continental que national, régional ou local.

En voici quelques exemples :

Le Forum social mondial (FSM)

L'opposition aux rendez-vous du Forum économique mondial à Davos s'est manifestée de plus en plus au fur et à mesure que le néolibéralisme continuait à sévir sur la planète. Mais la société civile mondiale ne s'est pas contentée d'agir en mode d'opposition. Elle avait en tête « un autre monde possible ». Et c'est lors du premier Forum social mondial en janvier 2001 à Porto Allegre au Brésil qu'elle l'a fait savoir aux peuples du monde et aux gens de Davos en particulier. Depuis, Davos ne peut plus faire l'économie de Porto Allegre : trois autres rencontres du FSM ont suivi, dont le dernier à Mumbai en Inde en 2004.

Le contraste entre les deux rencontres internationales est frappant : d'un côté une poignée de riches hommes blancs du Nord qui doivent déboursier une fortune pour assister à leur réunion ; de l'autre, des dizaines de milliers de personnes (presque autant de femmes que d'hommes de toutes les cultures) venues de tous les continents et de tous les secteurs de l'activité humaine n'ont à déboursier que 25 \$ pour participer à des débats sur l'avenir de l'humanité en proposant une économie soumise aux droits humains et non le contraire comme à Davos.

Sorte de coalition mondiale des mouvements et organisations de la société civile, le FSM se définit comme « un espace de rencontre ouvert destiné à approfondir la réflexion, le débat démocratique d'idées, la formulation de propositions, l'échange d'expériences et l'articulation d'actions efficaces, entre les associations et mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et par toute forme d'impérialisme et qui se sont engagés dans la construction d'une société planétaire centrée sur l'être humain ».

Alliance sociale continentale (ASC)

Elle a été lancée en 1997 à Belo Horizonte (Brésil) lors de la 3^e réunion ministérielle des 34 ministres du commerce des Amériques dans le cadre de la négociation de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). L'objectif de l'ASC consiste à “jeter les bases d'une alliance large et profonde appuyée sur la construction « d'alternatives viables et concrètes à la ZLEA ”». L'année suivante, lors du Deuxième Sommet des chefs d'État et de gouvernements des Amériques, un premier Sommet populaire des Amériques est organisé à Santiago (Chili). Convoqué par cinq coalitions nationales d'opposition au libre-échange (ART aux États-Unis, RMALC au Mexique, Common Frontiers au Canada anglais, RQIC au Québec, RECHIP au Chili) et des organisations comme l'ORIT, des organisations environnementales, féministes, autochtones, le Sommet des peuples a débouché sur l'adoption du document : *Des alternatives pour les Amériques. Vers un accord entre les peuples du continent*. Le document définit les principes généraux : « le commerce et l'investissement ne doivent pas constituer des fins en soi, mais bien des moyens susceptibles de nous mener vers un développement juste et durable. Il est essentiel que les citoyens et les citoyennes exercent leur droit de participer à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques sociales et économiques du continent. Les objectifs centraux de telles politiques doivent être la promotion de la souveraineté économique, le bien-être collectif et la réduction des inégalités à tous les niveaux. » À ces principes s'ajoutent des énoncés sur les droits humains, l'environnement, le travail, l'immigration, le rôle de l'État, l'investissement, la finance, la propriété intellectuelle, le développement énergétique durable, l'agriculture, l'accès aux marchés, les mesures d'exécution et de règlement des différends.

Pour en savoir plus ...

Au Canada :

Le Conseil des Canadiens : strictement non partisan, le Conseil exerce des pressions auprès des députés, effectue des recherches et dirige des campagnes d'envergure nationale visant à rendre plus visibles les principaux enjeux pour le Canada, soit la protection de nos programmes sociaux, la promotion de la justice économique, le renouvellement de notre démocratie, l'affirmation de la souveraineté canadienne, la présentation d'alternatives au libre-échange tel que privilégié par les entreprises ainsi que la protection de l'environnement.

<http://www.canadians.org>

Common Frontiers : Common Frontiers est un organisme regroupant des personnes de différents secteurs du monde du travail qui discutent et proposent une solution alternative aux conséquences sociales, environnementales et économiques de l'intégration continentale. Cette solution alternative est élaborée en collaboration avec des organisations liées à ces thèmes.

<http://www.web.net/comfront/>

Halifax Initiative : cette organisation est devenue au fil des années le principal groupe canadien d'action, de revendication et d'éducation sur la question des institutions financières internationales. Halifax Initiative travaille en étroite collaboration avec ATTAC-Québec, notamment sur le projet de la Taxe Tobin.

<http://www.halifaxinitiative.org/>

Au Québec :

Alternatives : Alternatives est une organisation vouée à développer la solidarité, la justice et l'équité dans les relations entre les individus et les communautés au Nord comme au Sud. Active dans plus de 35 pays du monde, Alternatives soutient les initiatives prises par les mouvements communautaires en faveur du respect des droits économiques, sociaux et politiques des personnes et des communautés touchées par la pauvreté, la discrimination, l'exploitation et la violence.

<http://www.alternatives.ca/>

ATTAC-Québec : l'Association québécoise pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyennes et aux citoyens a pour but, tout comme la soixantaine de mouvements ATTAC établis dans le monde, de « désarmer les marchés ». Au cœur de cette lutte, se trouve la revendication pour la mise en place d'une taxe sur les transactions sur les marchés des changes, mieux connue sous le nom de « taxe Tobin » et la lutte pour l'abolition des paradis fiscaux et l'éradication de la dette des pays pauvres.

<http://www.quebec.attac.org/>

Cap-Monde : Cap-Monde est un groupement syndical et communautaire engagé en faveur d'une mondialisation démocratique et solidaire. Elle est notamment impliquée dans la lutte contre le G-8, le FMI et la Banque Mondiale et contre le projet de la ZLEA. À l'appel de Cap-Monde, une centaine de citoyennes et citoyens ont mis sur pied un réseau de Brigades d'information citoyenne (BIC) en juin 2004.

<http://www.fiiq.qc.ca/capmonde.htm>

D'abord solidaires : D'abord solidaires est un mouvement citoyen qui contribue activement aux débats et aux discussions sur les grands enjeux de la société québécoise. Ouvert aux citoyennes et aux citoyens, ce mouvement-réseau se veut un lieu ouvert aux participations de formes diverses.

<http://www.dabordsolidaires.ca/>

Réseau de vigilance : Le réseau de vigilance est composé de plus de 50 organisations de la société québécoise inquiète des agissements du gouvernement provincial libéral et de ses politiques néolibérales qui menacent les acquis sociaux du Québec.

<http://www.vigilance.cam.org/>

RQIC : Le réseau québécois sur l'intégration continentale est une coalition composée d'organisations populaires, syndicales, de coopération internationale, communautaires et environnementales ainsi que de groupes de recherche. Il a pour objectif de proposer une vision du développement des Amériques respectueuse des droits sociaux, des droits des travailleuses et travailleurs et des droits humains et de promouvoir la démocratie, la participation, le respect de l'environnement et l'élimination de la pauvreté sur le continent.

<http://www.rqic.alternatives.ca/>

RFS Québec Chaudière-Appalaches : Le réseau du forum social de Québec Chaudière-Appalaches regroupe différentes organisations de même que des militantes et des militants des différents secteurs d'activité partageant la même inquiétude face aux effets négatifs de la mondialisation néolibérale dans cette région. Le Forum se veut donc un lieu de rencontre afin de discuter des solutions alternatives à appliquer afin de rompre avec le modèle dominant.

<http://www.reseauforum.org/>

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive. Plusieurs autres groupes militent contre les méfaits du néolibéralisme en collaboration avec les groupes précités ou même au sein de larges coalitions telles que Cap-Monde. Pensons aux AmiEs de la Terre, à Eau-Secours et plusieurs autres. Le site Internet des BIC assurera une visibilité plus grande à ces groupes. Vous êtes invités à nous faire part de tout oublié.

Sur les firmes multinationales :

Frédéric F. Clairmont, « *Ces deux cents sociétés qui contrôlent le monde* », Le monde diplomatique, avril 1997, pp. 1, 16 et 17, [En ligne] : <http://www.monde-diplomatique.fr/1997/04/CLAIRMONT/8099> (page consultée le 29 avril 2004).

Sur les institutions économiques internationales :

- Joseph E. STIGLITZ, *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, 407 p., (Coll. Livre de poche, no 15538).
- Michel CHOSSUDOVSKY, *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Éditions Écosociété, 1998, 248 p.

Sur les groupes qui résistent au néolibéralisme :

- FORUM SOCIAL MONDIAL, *Histoire : les manifestations en 2001 et 2002 ; FSM, Qu'est-ce que le Forum Social Mondial?*, [En ligne] : <http://www.forumsocialmundial.org.br/home.asp> (page consultée le 3 juin 2004).
- Dorval BRUNELLE et Christian DEBLOCK, « *Les mouvements syndicaux et sociaux d'opposition à l'intégration économique par les marchés : de l'ALE à la ZLEA. Vers la constitution d'une Alliance sociale continentale* », Cahiers de recherche, 99-1, [En ligne] : <http://www.unites.uqam.ca/gric/gric-98-8B.htm> (page consultée le 7 juin 2004).